

L'atome a encore de beaux jours devant lui

LE MONDE | 10.10.2014 à 10h46 • Mis à jour le 10.10.2014 à 11h41 |

Par **Pierre Le Hir**



(FILES) A file photo taken on February 19, 2014 shows the construction site of the third European generation Pressurised Water Reactor (EPR) in Flamanville, northwestern France. The antinuclear group first Cnilan, based in Flamanville, reacted on September 18, 2014 to a September 10 previsual schedule released by a subsidiary of the state-owned utility EDF, RTE, that the reactor would not being fully operational until 2018, saying that it considered the announcement another delay even though RTE said it maintained the startup for 2016. AFP PHOTO/CHARLY TRIBALLEAU. | AFP / CHARLY TRIBALLEAU

C'était l'un des « 60 engagements pour la France » du candidat Hollande, maintes fois réitéré depuis son élection : « J'engagerai la réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité de 75 % à 50 % à l'horizon 2025. » L'objectif est aujourd'hui gravé dans le projet de loi sur la transition énergétique la croissance verte, en cours de discussion à l'Assemblée nationale, au côté de la division par deux de la consommation totale d'énergie, au milieu du siècle, et par quatre des émissions de gaz à effet de serre.

Dans un pays qui s'affiche en champion mondial du nucléaire, « c'est un tabou qui tombe », assure la ministre de l'écologie, Ségolène Royal. A y regarder de près, le texte, censé mettre fin au quasi-monopole de l'atome dans le bouquet électrique, tend en réalité à le sanctuariser. Hypothéquant ainsi l'émergence d'un « nouveau modèle énergétique ».

L'arithmétique voudrait que réduire d'un tiers le poids du nucléaire conduise à stopper un tiers des 58 réacteurs exploités dans l'Hexagone. C'est ce que prévoyait l'accord de gouvernement conclu, avant l'élection présidentielle, entre socialistes et écologistes. C'est aussi le scénario qu'avait publiquement évoqué, en mars, le directeur général de l'énergie et du climat au ministère de l'écologie, en évoquant l'arrêt d'une « vingtaine de réacteurs ».

« COMPROMIS POLITIQUE »

Mais l'arithmétique n'est pas la politique. Le projet de loi dispose simplement le parc électronucléaire ne pourra pas excéder sa puissance actu...

L'accès à la totalité de l'article est protégé

Déjà abonné ?

Achetez cet article 2 €

Abonnez-vous à partir de 1 €

[Découvrez l'édition abonnés](#)

